

Stopper la dégradation des sols, une urgence absolue pour le climat et la sécurité alimentaire

50 à 70 % du stock initial de carbone des sols mondiaux se seraient déjà échappés dans l'atmosphère. Ces chiffres paraissent anodins, ils traduisent pourtant une hémorragie souvent méconnue, qui accélère avec force les changements climatiques en cours.



Un phénomène effrayant

Alors que la combustion des ressources énergétiques fossiles a dégagé 270 milliards de tonnes de carbone depuis 1850, ce ne sont pas moins de 450 milliards de tonnes de carbone des sols qui ont déjà été relâchés depuis l'origine de leur formation ! Un déstockage massif dont les causes sont multiples : l'urbanisation croissante et l'artificialisation des sols associée, la dégradation des sols due au changement climatique, le retournement des prairies pour leur mise en culture, la déforestation ou encore le labour profond des terres agricoles.

Un phénomène effrayant et d'une ampleur difficilement imaginable et pourtant, pour partie au moins, réversible. Encore faut-il que l'on fasse de la protection des sols une priorité.

La protection des sols, une priorité

Garder des sols vivants et riches en matières organiques est l'un des objectifs majeurs des pratiques agro-écologiques. Ce n'est pas seulement un moyen d'équilibrer nos émissions de gaz à effet de serre, c'est aussi un facteur de productivité agricole. C'est également le moyen d'assurer une meilleure rétention de l'eau dans les zones arides, comme de favoriser la résistance des sols à l'érosion.

Préserver le carbone organique des sols contribue à la réalisation de trois objectifs : améliorer la sécurité alimentaire mondiale, mieux adapter les systèmes aux variabilités climatiques et atténuer les émissions de gaz à effet de serre. Des initiatives ont émergé en ce sens, locales ou globales. Parmi celles-ci, le gouvernement français est à l'origine du programme international dit « 4 pour 1000 » lancé lors de la COP 21.

L'initiative 4 pour 1 000, une ambition française

L'ambition est grande : l'arrêt de la dégradation des forêts, la restauration des sols salinisés et des déserts, et la séquestration de +3,4 milliards de tonnes de carbone par an dans les sols superficiels - soit 4 pour 1000 du stock concerné - permettraient de compenser les émissions humaines.

Pour réussir, l'initiative « 4 pour 1000 » demandera efforts et assiduité aux acteurs professionnels comme aux chercheurs. Elle exigera une constance dans l'action et un suivi permanent, car le stockage est réversible, lui aussi, en cas de changement d'usage des sols ou à cause de certaines pratiques culturelles.

Développer les pratiques agro-écologiques

Cette ambition ne doit évidemment pas empêcher d'œuvrer parallèlement à la réduction de toutes les sources d'émissions de gaz à effet de serre. Comme les autres secteurs, les efforts que doit consentir le monde agricole pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre sont réels ; ils doivent être accompagnés par des outils de politique publique permettant de rémunérer les tonnes de carbone évitées ou stockées durablement, et plus généralement l'ensemble des services environnementaux fournis par l'agriculture. Cela appelle une stratégie claire sur les systèmes agricoles à privilégier pour devenir une part de la solution en utilisant au mieux les fonctions écologiques.

Toutes les dynamiques permettant à l'agriculture de contribuer à faire face au changement climatique sont nécessaires. Parmi celles-ci, stopper la dégradation des sols est une urgence absolue et appelle un engagement de tous en faveur du long terme.

Marion Guillou, Présidente du conseil d'administration d'Agreenium